

**Panorama des prix de l'Académie (1800-1926)**

**Séance de remise des prix**  
**Mardi 18 juin 2019**

**Pierre CRÉPEL**

Sous l'Ancien Régime, l'Académie avait lancé deux prix réguliers (Christin – annuel - et Adamoli – tous les deux ans -). Quelques autres initiatives ponctuelles (Pouteau, Flesselles, Raynal ...) avaient complété le tableau. Ces concours, dont le premier fut décerné en 1760, revêtaient toujours la même forme: des questions explicites posées par l'Académie. Elles concernaient essentiellement les « sciences et arts », rarement les questions « morales et politiques ».

Après la reconstitution de l'Académie en 1800, le paysage change progressivement. Seuls les prix Christin ont survécu à la Révolution, encore n'est-ce qu'à partir de 1818 grâce à la reconstitution de la rente par de Ruolz (ils durent jusqu'à 1938), ils gardent à peu près leur forme antérieure, mais les questions deviennent éventuellement plus littéraires, voire moins précises au XX<sup>e</sup> siècle.

Nous distinguerons deux sortes de prix : ceux financés directement par l'Académie et ceux qui relèvent de dons ou de legs. Une étude minutieuse des documents comptables de l'Académie (non encore effectuée) serait nécessaire pour comprendre d'où viennent exactement les fonds propres. Certains montants peuvent être éventuellement complétés, par exemple celui sur la politique coloniale (par le ministère de la marine et des colonies en 1822). Quant aux prix financés par des individus ou institutions, certains sont réguliers, d'autres ponctuels.

Le premier cas, l'exemple-type, ce sont les « médailles Lebrun », fondées, dès 1800, par le 3<sup>e</sup> consul, puis archi-trésorier de l'Empire, pour les « artistes qui ont fait connaître quelque nouveau procédé avantageux pour les manufactures lyonnaises ». Ces médailles sont distribuées jusqu'à la guerre de 1914.

Parmi les prix ponctuels, nous détacherons ceux financés par Fulchiron et Bonafous vers 1840 (liés à l'activité socio-économique lyonnaise) et ceux abondés par Arlès-Dufour dans les décennies 1850 à 1870 (portant sur la condition des femmes).

A partir du Second Empire, on voit apparaître des fondations régulières à caractère, disons charitable ou solidaire, pour récompenser sur dossier ou sur recommandation des personnes méritantes ou vertueuses. La première de ces fondations (Ampère-Chevreaux) a dû donner lieu à une reconnaissance officielle de l'Académie par l'État en 1867.

De nombreuses fondations de ce type sont nées (et mortes, à cause de l'inflation) avant le prix Rosa (1942). Citons la plus importante : Lombard de Buffières (1882→), ainsi que les suivantes : Livet, Besson, Caton, Vernay-Dufour, Barnoud, Isaac, Coquet, Girod-Boué, mères de Lyon, Chevalier-Tivet, Eugène Vincent, Grand'Mères (à partir de 1887), Salati-Mongellaz (1935) et Parriat-Jany (1938).

En conclusion, on assiste à une diversité beaucoup plus grande que sous l'Ancien Régime. Les prix scientifiques deviennent minoritaires; il y a une montée des questions sociales, morales, historiques, économiques, politiques. Les « questions » s'évanouissent au profit des attributions sur dossier. Les récompenses au titre de la « bienfaisance » prennent le dessus. Le paysage changera complètement après la dernière guerre : pratiquement tous les prix anciens disparaissent et sont remplacés par quelques nouveaux.

